**Appel à signature des médecins contre les attaques gouvernementale sur l’AME**

*Une mission conjointe de l’inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l’inspection générale des finances (IGF) est actuellement en cours ; elle doit rendre son rapport à l’automne, au moment du débat sur la loi de finances 2020 (cf. articles de presse parus au cours de l’été (articles de presse*[*ici*](https://www.la-croix.com/France/Immigration/LAide-medicale-dEtat-nouveau-collimateur-2019-08-08-1201039984)*et*[*ici*](https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/08/01/le-gouvernement-lance-une-reflexion-sur-l-aide-medicale-d-etat_5495416_3224.html)*et*[*là).*](https://www.apmnews.com/depeche/131647/339310/ame-l-igas-et-l-igf-chargees-d-une-mission--les-associations-sur-le-qui-vive)*Plusieurs organisations de l’Observatoire des Droits à la Santé des Étrangers (ODSE), ont été auditionnées en juillet par la mission IGAS/IGF et des scénarios inquiétants sont à l’étude:****mise en place d’un ticket modérateur, réduction du panier de soins, renforcement du contrôle administratif des personnes****... Les arguments de santé publique ont été très peu entendus lors de l’audition. Ces scénarios ont été confirmés lors d’un rendez-vous des associations avec le cabinet de Mme Buzyn le 1er août.*

*Aujourd’hui des informations commencent à sortir dans les médias, les options de réforme sont bien confirmées. Ces changements devraient être présentés lors du débat sur l’immigration le 30 septembre à l’Assemblée Nationale, puis introduits dans le budget 2020 à l’automne. Voir par exemple l’article paru dans les Echos la semaine dernière :*[*https://www.lesechos.fr/amp/1130261*](https://www.lesechos.fr/amp/1130261)*. Plusieurs interventions de responsables politiques de la majorité confirment ce projet, qui commence à être traité par plusieurs médias.*

*En parallèle de la mobilisation des associations de solidarité, une****mobilisation du monde médical****est cruciale pour mettre en avant les problèmes de santé publique que pose la réduction de l’AME. La prise de parole des soignants, confrontés dans leur quotidien aux problèmes de prise en charge des personnes précaires et migrantes dans le système de santé, conscients de l’importance d’un suivi médical simplifié et efficient, peut faire la différence.*

***La tribune ci-dessous et en pièce jointe*** *a été rédigée avec des médecins hospitaliers et des médecins en ville. Elle vise à rassembler le plus grand nombre possible de signatures de soignants-es qui souhaitent défendre l’accès aux soins de tous, quel que soit le titre de séjour, et à dénoncer les attaques actuelle sur le dispositif de santé publique qu’est l’AME. Elle est ouverte à signature à tous les soignants-es qui sont concernés-es par la délivrance de soins inclus dans le panier de soins de l'AME, en leur nom propre.*

*Il est essentiel que cette tribune puisse être publiée****en amont du débat du 30 septembre sur la politique migratoire****.*

***Merci à vous de votre soutien en écrivant à l’adresse******mobilisation.ame@gmail.com******pour nous informer de votre accord pour que votre nom apparaisse parmi les signataires ;*** *vous pouvez également faire suivre ce message à votre réseau de confrères et consœurs pour qu’il puisse toucher un maximum de médecins, qu’ils travaillent à l’hôpital, en centre de santé, MSP, en cabinet libéral ou autres.*

*Afin de faciliter le recueil des signatures, merci d’utiliser le format des exemples suivants :
Dr Prénom NOM, médecin généraliste (VILLE)*

*Dr Prénom NOM, praticien hospitalier (Hôpital, VILLE)*

*Dr Prénom NOM, médecin généraliste, Président de l'association AAAA (VILLE)*

*Dr Prénom NOM, médecin* indiquer sa spécialité *(VILLE)*

etc….

**Le recueil des signatures se poursuit jusqu’au 22 septembre afin d’assurer une publication du texte durant la semaine du 23.**